

Un plan d'austérité sans précédent

L'Union syndicale Solidaires a été reçue par Manuel Valls ce jeudi 17 avril.

Alors même que le résultat des élections municipales, véritable camouflet pour le Parti socialiste au pouvoir, auraient pu conduire le gouvernement à tourner le dos aux politiques libérales et à réorienter sa politique pour répondre enfin aux attentes des salarié-es, des jeunes, des retraité-es et des chômeurs/chômeuses, c'est le contraire qui se produit !

Le Premier Ministre a confirmé le choix de mettre en œuvre un plan d'austérité sans précédent !

Cela va se traduire par un nouveau transfert des revenus des ménages, y compris les plus défavorisés, vers les entreprises, y compris les plus riches.

Les 50 milliards d'économies annoncées seront réalisées à hauteur de 18 milliards sur le budget de l'Etat, 11 milliards sur les Collectivités territoriales, 10 milliards sur l'assurance maladie et 11 milliards sur les autres dépenses de protection sociale.

Ce sont les ménages, les salarié-es, les chômeurs/chômeuses et les retraité-es qui vont être mis à contribution :

- poursuite du gel du point d'indice dans la fonction publique (gel depuis 2010 sous Sarkozy) ;
- gel de la revalorisation des prestations sociales pendant 18 mois ;
- gel de la revalorisation des retraites pendant 18 mois ;
- remise en cause des augmentations de certains minima sociaux comme le RSA qui avait été annoncés lors de la Conférence sur la pauvreté ;
- poursuite des suppressions d'emplois dans la Fonction publique (sauf dans l'éducation nationale, la police et la justice) ;
- mise à mal des services publics.

Ces économies visent à faire financer par les salarié-es, par les fonctionnaires, par les retraité-es les cadeaux faits aux entreprises sans aucune contre-partie : le crédit impôt compétitivité (20 milliards) et l'allègement des cotisations patronales pour la branche famille (10 milliards). La fiscalité des entreprises va baisser alors que la remise à plat de la fiscalité des ménages annoncée en décembre est passée à la trappe.

Cette politique s'inscrit complètement dans l'exigence du Medef de baisse du « coût du travail » sans remettre en cause une seule seconde le « coût du capital ». Elle est conforme aux directives européennes qui visent à en finir avec ce qui reste de modèle social en France comme en Europe.

Or ces politiques d'austérité ne sont pas de nature à permettre une relance économique. Au contraire, elles contribuent à une logique de récession, qui conduira à de nouveaux déficits publics... et à de nouvelles mesures d'austérité comme c'est le cas dans les pays européens qui ont subi des politiques de ce type !

Le gouvernement répond aux exigences du patronat qui va continuer à exiger toujours plus !

Pour l'Union syndicale Solidaires, c'est d'une autre politique dont nous avons besoin, une politique qui mette la priorité sur les droits sociaux, l'emploi, l'augmentation des salaires, l'amélioration de la protection sociale et des services publics. Cela passe nécessairement par un autre partage des richesses, un autre partage de la valeur ajoutée entre salaires et profits.

Pour imposer d'autres choix, il est nécessaire de construire des mobilisations sociales importantes. Le 1^{er} mai, journée internationale de lutte des travailleurs/travailleuses doit être l'occasion de faire entendre nos revendications tout comme la journée de grève du 15 mai dans la Fonction publique. Il nous faudra aller au-delà et Solidaires propose à toutes des organisations syndicales de construire ensemble une riposte de grande ampleur contre ce plan d'austérité économiquement dangereux et socialement injuste !